



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection  
des Populations  
Service protection de l'environnement

Valence, le **19 SEP. 2014**

Affaire suivie par : E. Vignard  
UT DREAL : P. BRIE

Tél. : 04-26-52-22-08  
Fax : 04-26-52-21-62

mail : ddpp@drome.gouv.fr

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2014 262 - 0016

#### PORTANT MISE EN DEMEURE au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

à l'encontre de la SAS GAIA représentée par M. FAURE Frédéric à Bourg de Péage

**Le Préfet de la Drôme**  
**Chevalier dans l'Ordre National du Mérite**

VU les Livres I et V du code de l'environnement et notamment l'article L.171-7 ;

VU l'article L.511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées, créant notamment les rubriques 2770 et 2771 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration et notamment son article 24 ;

VU le rapport et les propositions en date du 13 août 2014 rédigé par l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes relatif au procès-verbal du 18 juillet 2014 établi par la police municipale de Bourg-de-Péage à l'encontre de Monsieur Faure Frédéric pour brûlage de déchets ;

VU les rapports de l'inspection des installations classées à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 3 septembre 2014 relatifs au dispositif de brûlage de déchets utilisé par la Société GAIA ;

**CONSIDERANT** que le traitement thermique de déchets dangereux ou non dangereux est soumis à autorisation préfectorale au titre des rubriques 2770 ou 2771 de la nomenclature des installations classées ;

**CONSIDERANT** que le traitement thermique de déchets présente des risques pour la santé du voisinage compte tenu des émissions atmosphériques générées ;

**CONSIDERANT** la réponse de l'exploitant du 8 septembre 2014 relative à ses observations sur le traitement des déchets ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme ;

## **A R R E T E**

### **Article 1 :**

Le fonctionnement de l'installation d'incinération en place dans l'établissement situé 840 allée du Limousin, ZI, à Bourg-de-Péage, exploité par le Directeur de la SAS GAIA, Monsieur FAURE Frédéric, est suspendu jusqu'à la décision relative à une demande d'autorisation.

### **Article 2 :**

Le Directeur de la société GAIA est mis en demeure, dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de régulariser la situation administrative de l'installation d'incinération de déchets, située dans son établissement visé à l'article premier, relevant de l'autorisation au titre des rubriques 2770 et/ou 2771 de la nomenclature des installations classées.

### **Article 3 :**

En application de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

### **Article 4 :**

Le présent arrêté sera notifié à la société GAIA. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Bourg-de-Péage et tenue à la disposition du public.

### **Article 4 :**

L'inobservation des mesures prescrites par le présent arrêté pourra entraîner la mise en œuvre de sanctions administratives prévues par l'article L 514-1 du livre V, Titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement, notamment l'obligation pour l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser.

### **Article 5 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, Monsieur le Maire de Bourg-de-Péage et Madame le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de Bourg-de-Péage
- la SAS GAIA.

Fait à Valence, le 19 SEP. 2014  
Le Préfet,

Le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Etienne DESPLANQUES